

SOUTENIR LA LIBERTÉ DE LA PRESSE, C'EST DÉFENDRE LA DÉMOCRATIE

FONDEMOS' VIEW:



Mizzima média : délégation de médias indépendants birmans en Pologne

Lorsque des rédacteurs birmans indépendants comme Tin Tin Nyo (BNI) et Myint Zaw (DVB) sont passés par les capitales européennes en septembre, ils ne venaient pas chercher de la sympathie ; ils traçaient une stratégie de partenariat : protection juridique, financement stable et pluriannuel, et intégration dans les écosystèmes médiatiques européens.

C'est là que la **Commission Européenne et les États membres ont encore de véritables leviers** : pouvoir de convocation, régulation, médias publics, à un moment où l'aide américaine vacille et où la coordination autoritaire se renforce.

En Birmanie, le **journalisme est criminalisé et contraint à l'exil, mais il reste essentiel**. Depuis le coup d'État de 2021 qui a plongé le pays dans la guerre, les journalistes travaillent au sein de réseaux hybrides, en prenant des risques permanents, pour documenter les abus et révéler les actions que la junte cherche à enfouir.

La **Chine et la Russie offrent désormais une protection au régime de Naypyidaw** ; l'engagement américain est plus prudent ; l'Europe reste engagée mais limitée par les restrictions imposées par la junte. Dans cet étau, **l'Europe** est l'un des rares acteurs capables **d'amplifier son soutien** (subventions, protection juridique, plateformes) sans conférer de légitimité au régime.

Par-dessus tout, **la coopération fonctionne**. Les programmes de soutien de Reporters Sans Frontières pour les journalistes birmans en exil, ainsi que l'initiative Cartooning for Myanmar, co-créée par Cartooning for Peace, Info Birmanie et Visual Rebellion, avec le soutien de Fondemos, montrent comment l'Europe peut protéger les voix de ceux qui informent lorsque les caméras sont éteintes.

Fondemos soutient ces efforts car soutenir les médias dans des régimes en effondrement n'est pas de la charité : **c'est de la défense démocratique**.

Le lien stratégique est non négociable : la liberté de la presse est le système d'exploitation des transitions démocratiques.

Sans médias birmans protégés et dotés de ressources, l'Europe ne peut ni calibrer efficacement les sanctions, ni exposer les élections truquées, ni maintenir un accès humanitaire ; et la résistance birmane ne peut ni bâtir sa légitimité intérieure, ni la projeter à l'international.

La leçon pour les acteurs pro-démocratie est **claire : considérer le corridor médiatique Europe-Birmanie comme une infrastructure stratégique**, privilégier un financement structurel plutôt que des micro-projets, garantir l'hébergement sécurisé et la protection juridique, mettre en place des mécanismes de réponse rapide pour protéger les journalistes menacés, et l'ancrer dans les médias publics européens et les forums parlementaires.